



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement, du Fonds  
des Nations Unies pour la population  
et du Bureau des Nations Unies  
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale  
13 novembre 2014  
Français  
Original : anglais

**Première session ordinaire de 2015**  
26-30 janvier 2015, New York  
Point 4 de l'ordre du jour provisoire  
**Évaluation**

**Réponse du Bureau indépendant d'évaluation  
à l'examen de la politique d'évaluation du PNUD**

**Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Contexte, antécédents et conclusions. . . . .	2
Annexe	
Principales recommandations et réponse du Bureau indépendant d'évaluation . . . . .	7



## **I. Contexte, antécédents et conclusions**

1. En sa qualité de coordonnateur de la politique d'évaluation, le Conseil d'administration a confié pour mission au PNUD de veiller au bon déroulement, à intervalles réguliers, de l'examen indépendant des résultats obtenus par l'organisation, mesurés à l'aune de la politique d'évaluation que le Conseil avait lui-même approuvée pour la première fois en 2006. Le présent document constitue la réponse du Bureau indépendant d'évaluation du PNUD au rapport final de l'examen de la politique d'évaluation réalisé en 2014, à la demande du Conseil d'administration, par une équipe indépendante. Il s'agissait du deuxième examen de la politique d'évaluation du PNUD. Le premier, effectué en 2010, s'était concentré sur la structure et le rôle du Bureau de l'évaluation. Les modifications apportées à la politique d'évaluation du PNUD en conséquence de l'examen de 2010 ont fait l'objet d'une évaluation positive dans l'examen de 2014.

2. Le Bureau indépendant d'évaluation accueille avec satisfaction les conclusions de l'examen de la politique d'évaluation et considère qu'il présente un intérêt à deux titres. En premier lieu, il fournit une évaluation d'ensemble du fonctionnement du système d'évaluation à l'échelle de l'organisation. En second lieu, il porte un jugement impartial sur la valeur pour l'institution et les qualités techniques des travaux réalisés par le Bureau indépendant d'évaluation lui-même.

3. Cet examen a été mené à un moment charnière pour le PNUD, qui connaissait une conjoncture économique difficile et procédait à une réorganisation institutionnelle majeure. Les principales parties prenantes s'inquiètent de savoir si le PNUD apporte de façon rationnelle, efficace et viable un appui ayant un impact positif sur la vie des groupes de population concernés, en particulier les pauvres. Les évaluations sont conçues pour répondre à ces questions et aider l'organisation à tirer des enseignements de l'expérience passée. Dans leurs réponses, le PNUD et le Conseil d'administration doivent montrer qu'ils ont conscience que l'évaluation, ainsi que l'audit et le respect de la déontologie, sont des conditions essentielles du succès de l'organisation. Les bureaux où la mise en jeu des responsabilités occupe le premier plan rendent compte directement au Conseil d'administration afin de susciter la confiance dans la crédibilité et la transparence des modalités de gestion du PNUD.

4. Dans ses conclusions, le rapport d'examen fait le bilan des points forts et des lacunes de l'évaluation aux niveaux central et décentralisé. Nombre des observations qu'il contient sont de nature structurelle et les solutions apportées devront procéder des principes supérieurs d'indépendance, de crédibilité et d'utilité. La révision de la politique d'évaluation du PNUD devra également tenir compte de facteurs contextuels tels que la restructuration actuellement en cours.

5. L'examen de la politique d'évaluation soulève cinq interrogations d'importance. L'équipe qui l'a réalisé estime que le Conseil d'administration pourrait y apporter des réponses dans une politique d'évaluation révisée. Pour chacune de ces interrogations, l'équipe a recommandé une approche, assortie d'un certain nombre d'options. On trouvera les réponses apportées par le Bureau indépendant d'évaluation aux cinq recommandations à l'annexe au présent rapport. Le Bureau estime que l'une des cinq questions soulevées, à savoir la qualité et l'impartialité des évaluations décentralisées, suscite davantage de préoccupation que les autres et mérite des délibérations plus détaillées.

6. Le Bureau indépendant d'évaluation souscrit à la principale conclusion de l'examen : le dispositif d'évaluation décentralisée du PNUD présente des lacunes. Celles-ci ne sont pas propres au Programme; d'autres organisations qui se consacrent au développement se heurtent à des difficultés similaires. Elles ne sont pas non plus nouvelles pour le PNUD, car le précédent examen de la politique d'évaluation avait été l'occasion de noter qu'il était nécessaire de renforcer la fonction d'évaluation décentralisée.

7. Les évaluations décentralisées devraient être conçues de telle sorte qu'il soit possible d'en tirer des enseignements contribuant à l'amélioration de la performance du PNUD, en particulier au niveau national. Les deux objectifs de l'évaluation – recueil de données d'expérience et mise en jeu des responsabilités – ne se recoupent pas, et le fait de mettre l'accent sur la première dimension ne diminue en rien la nécessité de faire preuve d'impartialité. Les évaluations décentralisées doivent en effet être neutres et crédibles et tenir le PNUD comptable de son action devant le Conseil d'administration, ainsi que les gouvernements et les populations des pays dans lesquels il est présent.

8. Il est extrêmement important de remédier à tout manquement réel ou potentiel à l'exigence d'impartialité, car les évaluations entachées de distorsions ne permettent pas de tirer des enseignements appropriés de l'expérience acquise. En conséquence, le Bureau indépendant d'évaluation est sensible au fait que l'examen de la politique d'évaluation appelle l'attention sur cette question de l'impartialité, même si nous sommes d'avis que l'équipe chargée de l'examen a peut-être exagéré le manque d'impartialité des évaluations décentralisées réalisées au PNUD.

9. Aux termes de la politique d'évaluation actuelle, le Bureau a un rôle limité à jouer à l'appui des évaluations décentralisées, qui sont effectuées à la demande des groupes des politiques et des programmes, le recours à des consultants et organisations extérieurs étant un gage de rigueur et d'indépendance. À l'issue de l'examen de la politique, il a été suggéré d'élargir le champ de la fonction d'évaluation décentralisée grâce à l'implication directe du Bureau indépendant d'évaluation. Nous ne sommes pas en faveur de cette option et nous préférierions que le système actuel soit renforcé. Faire réaliser les évaluations décentralisées par des évaluateurs membres du cadre organique du PNUD exigerait une augmentation conséquente des effectifs ou une réduction inacceptable du nombre des évaluations menées chaque année. La difficulté principale consiste donc à déterminer de quelle manière optimiser le modèle d'évaluation décentralisée faisant appel à des consultants, en remédiant aux lacunes qui lui sont associées en termes d'impartialité et de qualité. Comme nous ne pensons pas que les options proposées par l'équipe qui a procédé à l'examen correspondent pleinement à ces attentes, nous proposons qu'un certain nombre d'éléments soient ajoutés au dispositif d'évaluation décentralisée au PNUD, afin de le rendre plus efficace.

10. En premier lieu, le PNUD a besoin d'une stratégie globale de renforcement de ce dispositif. Le Bureau indépendant d'évaluation considère qu'il s'agit là d'une nécessité critique, car les évaluations décentralisées sont les pierres angulaires des évaluations indépendantes qu'il mène aux niveaux national, régional et mondial. La stratégie d'évaluation décentralisée du PNUD devrait prévoir le recrutement d'effectifs spécifiques, un budget détaillé qui s'inscrive dans un programme de travail chiffré, ainsi que des échéances annuelles et des indicateurs de résultats. Elle se décomposerait comme suit :

a) Actualisation et révision du Guide de la planification, du suivi et de l'évaluation axés sur les résultats du développement, outil accessible en ligne qui garantira que des directives appropriées sont communiquées de façon pragmatique et qu'elles peuvent être facilement actualisées si nécessaire;

b) Prise en compte accrue de l'évaluation lors de la formulation et de la conception des projets et des programmes;

c) Prestation de services consultatifs plus complets aux services décentralisés qui sollicitent et gèrent les évaluations, en ce qui concerne la conception des évaluations et la méthode appliquée pour les réaliser;

d) Instauration d'autres formes de renforcement des capacités, comme la formation du personnel des bureaux de pays.

11. La stratégie doit reposer sur des normes d'évaluation qui soient incluses dans la politique d'évaluation ou dans les directives pour l'évaluation, selon les cas. De telles normes doivent être élaborées conjointement par le Bureau indépendant d'évaluation et l'encadrement du PNUD et, si nécessaire, approuvées par le Conseil d'administration. Par exemple, pour que le nouveau dispositif d'évaluation décentralisée amélioré fonctionne, la nouvelle politique d'évaluation devra déterminer les effectifs minimaux requis pour l'évaluation dans l'ensemble du PNUD, aux niveaux régional et national. Le personnel concerné ne devra pas combiner des responsabilités touchant au suivi *et* à l'évaluation, mais se concentrer sur l'un ou l'autre. Quoiqu'il en soit, il est évident qu'il est nécessaire que l'organisation, à tous les niveaux, se dote de professionnels de l'évaluation plus nombreux et plus expérimentés.

12. La réforme du système d'évaluation décentralisée exigera des efforts significatifs et un engagement résolu de la part des hauts responsables du PNUD, afin que les problèmes clairement identifiés puissent être réglés de manière intégrée et stratégique. Certaines mesures pourront être prises rapidement, avec des effets positifs immédiats, mais le Bureau indépendant d'évaluation reconnaît qu'il faudra du temps pour professionnaliser davantage les évaluations décentralisées et que le PNUD devra procéder de manière plus cohérente qu'il n'a tenté de le faire dans le passé. Dans toute la mesure possible, la révision du système devrait être engagée immédiatement, avec pour objectif la mise en place de moyens adéquats et opérationnels à l'entame du prochain plan stratégique, en 2018.

13. Le PNUD ne finance pas comme il conviendrait les activités d'évaluation. On estime que l'évaluation représente 0,4 % de son budget; une moitié de la somme est allouée au Bureau indépendant d'évaluation, l'autre aux évaluations décentralisées. Chaque année, 16 millions de dollars sont consacrés à l'évaluation par une organisation active à l'échelle mondiale qui dépense 5 milliards de dollars par an dans 170 pays. Nous proposons une augmentation progressive de ce budget, afin qu'il soit supérieur à 1 % du budget total de l'organisation, la plupart des fonds supplémentaires devant être utilisés aux niveaux régional et national. Certes, le triplement du budget consacré à l'évaluation au PNUD ne constituerait pas une panacée, mais ce serait une étape importante dans l'amélioration de la qualité de l'évaluation décentralisée, et l'assurance que le PNUD est déterminé à obtenir des résultats.

14. Le Bureau indépendant d'évaluation est censé superviser les évaluations décentralisées. Il ne lui appartient pas de jouer un rôle de premier plan au titre du

renforcement des capacités, ni d'apporter un appui direct auxdites évaluations, mais plutôt d'établir des normes et des directives qui les gouvernent et d'en évaluer la qualité. Une supervision efficace est essentielle pour que le système d'évaluation décentralisée s'améliore rapidement. Dans un système de supervision révisé, le Bureau indépendant d'évaluation exercerait les responsabilités suivantes :

a) *Veiller à l'impartialité des évaluations.* L'impartialité peut être améliorée grâce à une meilleure diffusion des normes en la matière et à une transparence accrue du processus d'évaluation;

b) *Apprécier la qualité des évaluations.* Le Bureau indépendant d'évaluation reconnaît que le système actuel d'évaluation de la qualité (appréciation rétroactive des rapports d'évaluation) doit être renforcé. Les rapports d'évaluation de la qualité doivent être plus cohérents et fournir des commentaires en retour utiles au sujet des problèmes spécifiques observés;

c) *Assurer le suivi de la mise en œuvre de la stratégie d'évaluation décentralisée du PNUD.* Le Bureau devrait suivre de près le respect des délais fixés pour la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du PNUD et les résultats obtenus, afin de promouvoir la culture de l'évaluation dans l'organisation;

d) *Rendre compte du degré de conformité à la politique d'évaluation.* Les rapports annuels doivent indiquer si les évaluations prévues dans les plans d'évaluation ont bien été réalisées. Il faut déterminer la qualité des plans d'évaluation, sur la base d'un échantillon, en procédant à l'examen des résultats des activités de développement.

15. L'examen de la politique d'évaluation réalisé en 2014 formule plusieurs suggestions qui intéressent spécifiquement le Bureau. Il est également l'occasion d'engager une réflexion à propos d'un certain nombre de points pertinents, à savoir le nombre de recommandations contenues dans nos rapports, ou encore la qualité des enseignements tirés des évaluations et celle des systèmes de gestion des connaissances actuellement utilisés. L'examen fait ressortir certaines lacunes dans l'exercice par le Bureau de sa fonction d'appréciation de la qualité des évaluations décentralisées. Le Bureau a donc suspendu le système actuel et entrepris de le remanier en profondeur.

16. Dans le rapport d'examen, il est débattu de l'indépendance de la fonction d'évaluation. À ce titre, comme pour ce qui est de la crédibilité, la procédure de détermination et d'administration du budget alloué à l'évaluation est un critère essentiel. Dans sa décision 2014/4, le Conseil d'administration a indiqué clairement qu'il attendait de l'administration qu'un financement adéquat soit alloué en temps opportun à la mise en œuvre du plan d'évaluation à moyen terme (2014-2017) aux niveaux mondial, régional et national. Les révisions apportées à la politique d'évaluation devraient clarifier le rôle du Conseil en ce qui concerne l'approbation du budget consacré à l'évaluation, ainsi que la procédure appliquée pour déterminer le montant du budget alloué au Bureau indépendant d'évaluation en proportion du budget total du Programme tel qu'approuvé par le Conseil. Il n'est pas approprié que l'administration du PNUD prenne des décisions définitives quant à la proportion du budget allouée à la supervision de ses opérations. Si l'administration décide de réduire le budget alloué à l'évaluation sans consulter dûment le Conseil auparavant, le degré d'indépendance de l'organisation s'en trouve compromis.

17. Pour qu'il soit possible de trouver des solutions aux problèmes mis en relief dans le rapport d'examen, un engagement et des efforts collectifs seront nécessaires, tout comme l'adoption d'une approche stratégique qui permette l'instauration progressive d'un nouveau système d'évaluation, propre à répondre aux besoins multiples qui se font jour à de multiples niveaux. Le Bureau indépendant d'évaluation ne doute pas que le PNUD sera en mesure de satisfaire aux impératifs mentionnés dans l'examen de la politique d'évaluation. Nous sommes également conscients de l'importance de nos responsabilités au titre de la réforme de la fonction d'évaluation du PNUD, et nous apprécions la confiance dont le Conseil d'administration nous a investis. Le Bureau indépendant d'évaluation appuiera la mise en œuvre des réformes appropriées de la politique d'évaluation et le renforcement de la fonction d'évaluation à tous les niveaux de l'organisation, ce qui doit passer par l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour l'évaluation décentralisée, ainsi que de normes associées. Pour ce qui est des prochaines étapes, le Bureau attend avec intérêt la tenue de consultations quant à l'avenir du système d'évaluation décentralisée, où seront conviées de multiples parties prenantes, et d'agir en coopération avec d'autres unités administratives du PNUD, ainsi qu'avec le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et les Volontaires des Nations Unies (VNU), tout au long du processus de révision de la politique d'évaluation.

## Annexe

## Principales recommandations et réponses du Bureau indépendant d'évaluation de la politique d'évaluation du PNUD

**Recommandation 1.** Aux termes de la politique, l'administration devrait être tenue de mettre en place et de faire respecter des systèmes efficaces d'assurance de la qualité des évaluations décentralisées, le Bureau indépendant d'évaluation procédant de son côté à des vérifications, et des sanctions devraient être infligées aux services qui ne se conforment pas aux normes en vigueur. À l'appui de ce dispositif, il faudrait élaborer des directives actualisées et complémentaires et le Conseil d'administration devrait évaluer la valeur ajoutée à l'information de gestion existante par un grand nombre d'évaluations peu coûteuses mais de qualité variable.

**Réponse du Bureau :** Le Bureau souscrit à l'opinion exprimée par l'équipe qui a procédé à l'examen de la politique, à savoir que l'administration doit mettre en place des systèmes efficaces d'assurance de la qualité des évaluations décentralisées. Un tel système devrait être complété par : a) un dispositif de supervision efficace qui permette d'évaluer la qualité et l'impartialité des évaluations décentralisées; b) un ensemble de mesures incitatives propre à renforcer la culture de l'évaluation à tous les niveaux de l'organisation.

Mesures principales	Calendrier	Unité(s) responsable(s)	Suivi	
			Observations	État d'avancement
1. Élaboration et approbation par le Conseil d'administration d'une stratégie à moyen terme intégrée à l'échelle de l'organisation aux fins du renforcement de l'assurance de la qualité des évaluations décentralisées (elle sera présentée en même temps que la politique d'évaluation à la session annuelle de 2015 du Conseil d'administration)	La stratégie est examinée de façon informelle avec le Conseil d'administration en janvier et présentée au Conseil en juin.	Bureaux régionaux, Bureau des politiques et de l'appui aux programmes, Bureau des relations extérieures et du plaidoyer, Bureau de la gestion		
2. Mise en place d'un nouveau système pour la supervision des évaluations décentralisées. Il inclut la vérification de l'application effective de la politique d'évaluation, l'évaluation de la qualité et de l'impartialité des évaluations décentralisées, l'évaluation de la qualité des plans d'évaluation et l'exécution de la stratégie visant à renforcer l'assurance de la qualité des évaluations décentralisées.	La proposition est examinée de façon informelle avec le Conseil d'administration en janvier et présentée au Conseil en juin.	Bureau indépendant d'évaluation		

3. Contribution à la production de données d'évaluation dont il est tenu compte pour la gestion de la performance et le perfectionnement	La proposition est examinée de façon informelle avec le Conseil d'administration en janvier et présentée au Conseil en juin.	Bureau de la gestion
4. Élaboration et exécution d'une stratégie visant à informer de façon effective l'ensemble du personnel et des partenaires de la politique d'évaluation révisée	Stratégie parachevée en juin 2015 et exécutée en décembre 2015	Bureau des politiques et de l'appui aux programmes et Bureau indépendant d'évaluation

**Recommandation 2.** Le Bureau indépendant d'évaluation doit être clairement investi de l'autorité voulue pour mener à bien, conformément à l'échéancier établi au préalable, l'ensemble des étapes de l'évaluation indépendante lorsque l'administration n'adresse pas en temps voulu ses commentaires en retour. S'agissant de ses objections de longue date à certaines conclusions ou recommandations issues des évaluations, l'administration devrait les inclure dans sa réponse mais elles ne devraient pas avoir pour effet de retarder la tenue d'ateliers nationaux ni la publication de rapports. Les unités administratives du PNUD (par exemple les bureaux de pays) qui compromettent l'achèvement des évaluations indépendantes devraient être sanctionnées au moyen d'un système de mise en garde.

**Réponse du Bureau :** Le Bureau a conscience que la réalisation d'une évaluation indépendante confère des responsabilités à l'ensemble des parties concernées. Ces responsabilités sont énoncées dans la politique d'évaluation. Il est également conscient que l'administration du PNUD est intervenue pour réduire les retards dans le processus d'évaluation. Le Bureau a de son côté consenti des efforts pour rendre ces processus plus efficaces, afin qu'ils n'engendrent pas de retard. Il continuera à renforcer et à codifier ses procédures afin de faciliter la mise au point rapide de solutions lorsque des différends surviennent.

Mesures principales	Calendrier	Unité(s) responsable(s)	Suivi	
			Observations	État d'avancement
1. De nouvelles directives pour l'évaluation des résultats des activités de développement incluent les mesures visant à réduire la probabilité que surviennent des différends et pour y remédier de façon efficace le cas échéant.	Mise au point achevée en novembre 2014	Bureau indépendant d'évaluation		
2. De nouvelles directives pour les évaluations thématiques incluent des mesures visant à réduire la probabilité que surviennent des différends et pour y remédier de manière efficace le cas échéant.	Mise au point achevée en février 2015	Bureau indépendant d'évaluation		



**Recommandation 3.** Il est recommandé que le Conseil d'administration modifie la politique afin que celle-ci précise le rôle déterminant qui est joué par le Conseil dans le cadre de la procédure de recrutement du directeur du Bureau; la durée pour laquelle le directeur est titulaire de son poste (pour autant que sa performance donne satisfaction), les procédures de prorogation et la durée des éventuelles prorogations, ainsi que les pouvoirs dont le directeur est investi pour rendre compte directement au Conseil si nécessaire. Cette modification aurait pour avantage de renforcer l'indépendance structurelle du Bureau, conformément à la nouvelle dénomination qui est la sienne.

**Réponse du Bureau :** L'administration du PNUD a pris un certain nombre de mesures, ces dernières années, pour renforcer l'indépendance structurelle et opérationnelle du Bureau, qui en prend acte. Il souscrit à la recommandation selon laquelle ces mesures devraient être inscrites dans la politique d'évaluation révisée. Il souscrit également aux autres modifications que l'équipe chargée de l'examen a recommandé d'apporter à la politique, notamment l'attribution d'un rôle de premier plan au Conseil d'administration s'agissant des modalités du recrutement, de la reconduction dans ses fonctions et du renvoi du directeur du Bureau.

Mesure principale	Calendrier	Unité responsable	Suivi	
			Observations	État d'avancement
1. Modifier la politique de manière à donner suite à la recommandation	Élaboration des modifications de la politique achevée en décembre 2014	Équipe chargée de rédiger la politique d'évaluation		

**Recommandation 4.** L'examen fait apparaître que les unités d'évaluation des fonds et programmes associés ont évolué selon des modalités très différentes et recommande que la politique énonce de nouvelles approches, plus souples, comme suit : il faudrait demander aux unités d'évaluation, *soit* de soumettre leurs évaluations indépendantes au Bureau indépendant d'évaluation à des fins d'assurance de la qualité (pour que soient appliquées des normes comparables aux « meilleures normes internationales en matière d'évaluation »), *soit* de collaborer directement avec le Bureau en ce qui concerne la gestion et le compte rendu de leurs évaluations indépendantes. En complément de telles mesures, il est recommandé que la politique prescrive au Bureau indépendant d'évaluation de mentionner de façon plus systématique la contribution des fonds et programmes associés aux résultats du PNUD dans l'ensemble de ses évaluations indépendantes.

**Réponse du Bureau :** Le Bureau peut accepter des tâches supplémentaires mais il aura besoin des ressources et de l'autorité nécessaires pour ce faire. Il peut inclure les évaluations des VNU et du FENU dans les systèmes d'évaluation de la qualité et, comme dans le cas des évaluations décentralisées du PNUD, œuvrer de concert avec le FENU et les VNU pour mettre en place des processus garants d'impartialité. Le Bureau peut également mener un petit nombre d'évaluations stratégiques indépendantes, si le Conseil d'administration le lui demande, qui seraient incluses dans son plan d'évaluation à moyen terme. Toutefois, le FENU aura toujours besoin de ses capacités propres en matière d'assurance de la qualité des évaluations décentralisées afin de poursuivre son action dans ce domaine, s'agissant en particulier de l'intégration des résultats des évaluations dans ses projets et programmes.

Principales mesures	Calendrier	Unité responsable	Suivi	
			Observations	État d'avancement
1. Inclure le FENU et les VNU dans un système consolidé d'évaluation de la qualité des évaluations décentralisées	1 <sup>er</sup> janvier 2015	Bureau indépendant d'évaluation		

10/10

- |  |  |                                 |
|--|--|---------------------------------|
| 2. Procéder à un certain nombre d'évaluations indépendantes stratégiques essentielles si le Conseil d'administration en fait la demande, dont les résultats soient inclus dans un programme à moyen terme révisé | En fonction des demandes formulées par le Conseil d'administration | Bureau indépendant d'évaluation |
| 3. Modifier les directives relatives aux résultats de l'évaluation des activités de développement, de sorte que soit explicitement examinée la contribution des partenariats avec le FENU et les VNU             | Achevé en novembre 2014  | Bureau indépendant d'évaluation |

**Recommandation 5.** Il est recommandé que la section de la politique consacrée aux définitions soit remplacée par un libellé plus général indiquant que le Bureau indépendant d'évaluation procédera régulièrement à l'actualisation et à la diffusion des thèmes d'évaluation et des définitions sur la base des meilleures normes internationales en la matière, au moyen de manuels opérationnels et autres modalités appropriées.

**Réponse du Bureau :** Le Bureau convient que l'inclusion de certaines définitions dans la politique d'évaluation ne permet peut-être pas la souplesse suffisante pour s'adapter à des situations en évolution constante. Néanmoins, certains autres concepts devraient être clairement définis dans cette politique afin que l'ensemble des unités administratives de l'organisation en aient la même compréhension. Il s'agit notamment du concept d'évaluation indépendante et des distinctions entre l'évaluation et les domaines du suivi et de l'audit.

Toutes les définitions, qu'elles figurent dans la politique ou ailleurs (par exemple dans des directives) devraient être cohérentes à l'échelle du PNUD (et en particulier harmonisées avec celles qui sont utilisées dans le cadre de la gestion axée sur les résultats) et conformes aux normes internationales, notamment celles qui ont été élaborées par le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation.

Mesures principales	Calendrier	Unité(s) responsable(s)	Suivi	
			Observations	État d'avancement
1. Seules les définitions d'un certain nombre de termes clefs figurent dans la politique révisée. Les autres définitions figurent dans des directives.	Juin 2015 (politique) et décembre 2015 (directives)	Équipe chargée de l'élaboration de la politique d'évaluation (politique) et Bureau indépendant d'évaluation (directives)		
2. La terminologie utilisée dans l'ensemble des directives est cohérente.	En cours	Bureau indépendant d'évaluation, Bureau des politiques et de l'appui aux programmes		